

# Défendre l'autonomie

Gérard Noiriel \*

**Nous reproduisons ici la transcription d'une conférence (\*\*) donnée par Gérard Noiriel à Grenoble, le 16 mai 2008, où il revient sur la critique de la création du ministère de l'immigration, de l'identité nationale... en analysant l'évolution des notions de nation et d'identité nationale. Il insiste sur la nécessité d'une résistance, à l'image du «comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire» (CVUH).**

**J**e voudrais d'abord vous remercier pour votre invitation à Grenoble. C'est toujours avec plaisir que j'y viens et tout particulièrement aujourd'hui, étant donné l'objet de cette conférence et le contexte de cet objet qui est aujourd'hui un contexte difficile pour tous les gens qui croient à la raison et aux droits de l'homme. Il est important dans des moments comme celui-là de sentir que l'on n'est pas seul et de tisser des liens à travers des réseaux de librairies, d'éditeurs, d'acteurs associatifs, etc.

Dans ce contexte, la motivation au départ de mes deux derniers ouvrages est une motivation civique qui date de 2005, quand nous avons créé le comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (le CVUH). C'est pour moi une expérience très intéressante parce qu'elle est collective. J'ai toujours privilégié le travail collectif et essayé de contribuer à ce qu'on appelle un « intellectuel collectif ». Je pense que pour nous, qui n'avons pas vocation à être majoritaires, si on n'est pas collectif, on n'existe tout simplement pas. Quand on est capable de se constituer en collectif, on peut faire évoluer les rapports de force. Le CVUH en est un presque un exemple édifiant, parce que, au départ, nous étions un petit nombre à être vraiment scandalisés par cette loi du 23 février 2005. Il y a eu dans un premier temps la démarche de mon collègue, malheureusement récemment disparu, Claude Liauzu, qui avait pris l'initiative d'une pétition. Puis, dans un second temps, les choses se sont

---

(\*) *Historien*

(\*\*) *Conférence coorganisée par la librairie de l'Université, les Algériens en Dauphiné et le MRAP.*

enclenchées et nous avons décidé de créer ce comité avec des enseignants du secondaire, des gens du milieu associatif qui s'intéressent à l'histoire et des universitaires, pour essayer de défendre l'autonomie de la réflexion historique. Parce qu'il nous semblait, et cela s'est confirmé depuis, que nous entrions aujourd'hui dans un monde où l'histoire est de plus en plus politisée à des fins partisans et conservatrices. L'exemple en a été donné de la façon dont l'actuel président de la République utilise l'histoire pour essayer de briser toutes les forces de solidarité, en mettant ensemble par exemple Jaurès avec Barrès, etc. Donc, c'est très important de mener un travail de connaissance pour lutter contre ces tendances, notamment vis-à-vis des jeunes générations.

### **Du ministère de l'identité nationale et de l'immigration...**

C'est aussi un travail que j'ai décidé de faire pour ma part, par rapport à une question que je travaille depuis longtemps, la question de la Nation, de l'Etat-Nation, de l'immigration, etc. Puisque, comme je le montre dans le livre « A quoi sert l'identité nationale ? »<sup>(1)</sup>, cette question a été centrale dans la présidentielle. On pouvait, en tant que citoyens, déjà avoir ce sentiment. Mais j'ai travaillé dessus personnellement en tant qu'historien, c'est-à-dire à partir de documents (les discours politiques conservés sur les sites internet des partis, et les articles parus dans la presse). On peut démontrer à partir de là que cette question de l'identité nationale, l'annonce de la création de ce ministère de l'immigration et de l'identité nationale, avait été un tournant dans la campagne électorale, puisque c'est à ce moment là que le transfert des voix du Front National sur l'UMP s'est opéré. Or, les stratèges savaient que l'élection se jouerait là-dessus. Cela faisait une dizaine d'années que la droite et parfois, si on ne veut pas se faire d'illusions, la gauche essayaient de récupérer

cet électorat. La thématique de ce ministère et sa mise en place dans la foulée ont donc été liées à cette conjoncture.

Mais j'ai aussi écrit ce petit livre parce que beaucoup de gens, quand nous avons démissionné du Conseil scientifique de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration, posaient la question du pourquoi de cette démission. Donc, il fallait expliquer pourquoi, dans le contexte français, l'association immigration et identité nationale avait toujours été portée par la droite. C'est une association de mots qui véhicule une association d'idées qui a toujours été portée par une partie des courants politiques hostiles à l'immigration. C'est l'expression politique de cette hostilité, à ce moment-là, qui a été la raison pour laquelle, dans le Conseil scientifique de la Cité de l'immigration nous avons démissionné. Je rappelle pour être clair que j'ai fait partie de ceux qui ont contribué à la création de cette Cité, pour qu'il y ait un lieu de mémoire qui reconnaisse les apports de l'immigration à la société française et ce, depuis la fin des années 80, à travers notamment mon livre « Le creuset français »<sup>(2)</sup>. Nous pensions que ce serait la gauche qui réussirait à mettre en place ce projet mais elle n'a pas été capable finalement de le concrétiser et c'est Jacques Chirac qui a décidé de l'officialisation de cette Cité, qui est dirigée par Jacques Toubon. Nous avions accepté d'être au Conseil scientifique parce que la mission de cette cité était de changer le regard sur l'immigration. Autrement dit, il y avait, inscrite dans la lettre de cette cité, une dimension civique. Nous n'avions donc pas de raison de faire de procès d'intention à l'égard du gouvernement à partir du moment où il reprenait cette mission à son compte. Mais, nous nous sommes rendu compte, et c'est ce qui s'est passé en 2007, que, d'un côté, il y avait cette cité qui était mise en place et, de l'autre côté, il y avait un ministère qui, par son intitulé même, allait complètement

à l'encontre de ce qu'on essayait de faire à la cité. Donc, nous avons agi en intellectuels responsables et nous avons démissionné. Et je dois dire que les douze membres du Conseil scientifique ont été unanimes pour critiquer, déplorer cet intitulé. Quand nous avons été reçus par le ministre Hortefeux, les douze ont exprimé leur désapprobation. Et sur les douze, il y en a huit qui ont préféré démissionner par la suite. Mais il y avait une unanimité des historiens spécialistes de ces questions-là pour réprouver cet intitulé. A la dernière minute, le gouvernement a rajouté à l'intitulé initial l'intégration et le co-développement, mais, sur le principe, l'orientation de ce ministère-là comportait les représentations négatives de l'immigration et cela nous semblait déplorable. C'est pourquoi, nous avons démissionné.

Alors j'ai écrit ce livre pour prendre du recul et essayer d'expliquer de quoi il s'agissait. La première chose, c'est évidemment essayer de définir les termes. Parce que beaucoup de personnes m'ont demandé : finalement, qu'est-ce que c'est que l'identité nationale et qu'est-ce que vous avez contre cette expression-là ? Ce n'est pas un gros mot, on a le droit d'être fier de son identité nationale, etc. Et, pour moi, ceci est une évidence bien sûr, ce n'est pas l'expression « identité nationale » qui pose problème. Moi-même, j'ai écrit un livre en 1992, publié aux éditions Hachette, qui s'appelle « Population, immigration et identité nationale »(3). C'est une question qui avait déjà été mise en débat à la fin des années 80. Donc, ce n'est pas l'expression « identité nationale » qui pose problème. C'est l'association entre « immigration » et « identité nationale ». Cela induit une sorte de discrimination à l'intérieur d'une population, focalisée sur un groupe donné. Donc, c'est l'association de ces deux expressions qui est relativement nouvelle en France. On trouve ce couplage essentiellement à partir des années

80. Cela ne vient pas de n'importe où, c'est une association qui a été popularisée dans le débat politique français par le Front National et ses éminences grises : les intellectuels du GRECE et les experts et technocrates du Club de l'Horloge qui ont construit historiquement les passerelles entre l'extrême droite et la droite classique, en recyclant toute une série de vieilles théories sur l'identité au goût du jour. Donc, cette association n'est pas neutre. Elle est très connotée sur le plan politique.

### Notion de nation

Si on veut prendre davantage de recul, il faut dire qu'il y avait aussi d'autres mots qui disaient la même chose en gros. Par exemple les mots ou notions : « âme nationale », « caractère national », « personnalité nationale » voire « nationalité ». Tous ces mots sont des synonymes de l'expression « identité nationale » et renvoient au concept même de nation. Le concept de nation en lui-même véhicule cette idée d'identité nationale. Le concept de nation est apparu au 18ème siècle et il avait été fixé définitivement au début du 19ème siècle. Et, sans rentrer dans les détails, le concept nation est devenu le concept phare de la politique. Dans le mot nation, vous avez l'idée que la nation est une entité collective que l'on peut présenter comme une personne. C'est la fameuse phrase de Michelet : « La France est une personne ». C'est le point de départ d'une confusion entre les personnes réelles dans leur infinie diversité et la nation envisagée comme une personne singulière. Donc, la notion de nation véhicule toute une série de choses problématiques dès le départ. On a là quelque chose qui renvoie également à la démocratie et à la République, à la conception républicaine de la politique. C'est un concept révolutionnaire au départ, qui conjugue le principe de la libération des peuples, notamment à l'égard des monarchies et des empires. Dans cette perspective, avoir une identité ou

une personnalité nationale, cela veut dire être souverain, avoir une liberté politique. Au début du 19<sup>ème</sup>, c'est ce qu'on appelait le principe des nationalités qui va inspirer toute une série de mouvements révolutionnaires qu'on appelle en histoire le « printemps des peuples ». Ce mouvement va déboucher sur la révolution de 1848 et la répression terrible des mouvements révolutionnaires de cette époque. Je rappelle ces éléments pour insister sur le fait que, au départ, les concepts de nation et d'identité nationale sont des concepts de gauche. Parce que, à l'époque, la gauche c'est la République et la droite c'est la monarchie. Ce qui se passe en 1870, c'est la guerre entre

la France et l'Allemagne, la défaite française et la montée des nationalismes. A ce moment-là, nous avons un phénomène d'inversion : le concept de

nation qui était un concept de gauche va passer à droite. On a là un contexte politique important parce que c'est à ce moment-là que naissent les problèmes qui nous intéressent actuellement : l'opposition entre le nationalisme et le socialisme. Cela est très important pour la re-configuration des discours sur la nation. C'est le moment également de l'émergence du mouvement ouvrier, cette menace pour les possédants, les capitalistes, que représente le mouvement ouvrier. Donc, le discours sur la nation va permettre d'élaborer une contre-offensive, un contre-feu par rapport au développement du mouvement ouvrier.

D'un point de vue sociologique, cette période est extrêmement importante parce que c'est

la période de la différenciation des fonctions. C'est-à-dire que les progrès du salariat, le développement de la culture écrite et des communications, etc., font que les individus sont engagés dans des groupes de plus en plus différenciés. D'une part, ils ont une appartenance sociale, de classe sociale comme on dit et, d'autre part, ils ont une appartenance nationale parce qu'ils sont rattachés à un Etat national. C'est le phénomène majeur de cette période : l'intégration des classes populaires au sein de l'Etat-nation. L'identité nationale prend alors un sens nouveau qui est un sens juridique. C'est le droit de la nationalité. C'est important de le rappeler car par la suite

il y a eu tout un discours qualifiant le discours de la nation d'idéologie, d'opium du peuple en quelque sorte. Comme si c'était un faux concept ou comme s'il n'y avait rien de concret ou comme s'il n'y avait pas d'intérêt national. Je crois au

contraire que l'intérêt national existe. Quand les politiciens utilisent cette notion, ils ne parlent pas dans le vide. L'intérêt national, c'est par exemple le protectionnisme. Toutes les lois qui accordent une priorité aux nationaux sur les étrangers sur le marché du travail sont des lois qui apparaissent justement à cette période-là, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Le droit de la nationalité a été inventé pour ça. Avant, on ne savait pas qui était français et qui ne l'était pas parce cela n'avait pas d'importance. Dans les régions frontalières notamment il n'y avait pas d'avantage à être français. Mais à partir de la III<sup>ème</sup> République, on commence à donner des droits aux Français, des droits sociaux notamment, des priorités sur le marché du travail. Le protectionnisme est un phénomène



fondamental qui ne se limite pas aux droits de douanes comme on l'enseigne encore malheureusement dans les écoles. Le protectionnisme est une protection juridique, institutionnelle, une logique qui va se mettre en place dans tous les pays du monde. C'est ce que j'appelle la nationalisation des sociétés.

### **Identité nationale/identité sociale**

A partir de ce moment-là, vous avez des individus qui sont le produit d'une grande diversité de critères identitaires. On peut être à la fois le national de tel ou tel Etat, membre de telle ou telle catégorie sociale, homme ou femme, de telle ou telle religion, etc. Et ce qui est fondamental pour comprendre le fonctionnement politique dans les sociétés démocratiques, c'est que les acteurs politiques luttent entre eux pour imposer dans l'agenda politique le critère de définition identitaire qui les arrange ou leur convient le mieux. C'est pour cela qu'il faut récuser la notion d'identité nationale, parce que ce n'est pas une identité qu'on trimballe 24h/24 en bandoulière. C'est ce que j'appelle moi une identité latente, c'est-à-dire un élément que l'on peut mobiliser grâce à des discours politiques au détriment d'autres facteurs. Et, sur la scène publique ou l'espace public, c'est une lutte constante entre les uns et les autres, entre la droite et la gauche par exemple, pour imposer tel ou tel aspect de l'identité des personnes qui correspond aux intérêts de tel ou tel groupe. C'est ce qui va se concrétiser à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle par l'opposition de deux blocs, la gauche et la droite. Avec une gauche qui mobilise l'identité sociale, c'est le socialisme, le mouvement ouvrier, la classe ouvrière, le prolétariat, etc., fer de lance des partis de gauche, et la droite qui va répondre à ce mouvement-là en essayant de mobiliser l'identité nationale. L'opposition politique entre le national et le social se constitue à ce moment là et se concrétise par cet événe-

ment politique majeur dans la vie politique française qui est l'affaire Dreyfus. L'affaire Dreyfus, c'est l'affrontement de ces deux camps, avec le pôle de droite, comme pôle national sécuritaire et le pôle de gauche qui est social, humanitaire et social-humaniste. Et on constate historiquement, jusqu'à la période récente, que la gauche réussit à devenir hégémonique sur le plan politique en France quand elle réussit à faire une alliance entre le pôle social et le pôle humaniste. C'est le cas avec l'affaire Dreyfus et le cas avec le Front Populaire, antifasciste. C'est le cas également en 1981, avec la victoire de Mitterrand qui a regroupé ces deux composantes. De son côté, la droite devient hégémonique quand elle réussit à imposer les valeurs, les représentations et les discours sécuritaires et nationaux. Dans ce contexte, le discours sur l'identité nationale se caractérise par le fait que, désormais et jusqu'à aujourd'hui, c'est toujours la droite qui est à son initiative, qui le met au premier rang de l'actualité. L'autre facteur qui caractérise ce discours c'est que non seulement il parle de l'identité nationale mais surtout considère que cette identité nationale est menacée par les étrangers. Et c'est cela le critère fondamental du nationalisme. C'est la connexion entre l'immigration qui, en France et depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, a une grande importance et le problème de la nation. C'est présenter les étrangers et les immigrants comme une menace à l'identité nationale. C'est là qu'il y a le problème.

Donc, il ne faut pas faire semblant ou être de mauvaise foi en disant « mais qu'est-ce que vous avez contre l'identité nationale ? ». Ce n'est pas de l'identité nationale qu'il s'agit, c'est la connexion entre immigration et identité nationale qui pose problème. Et chaque fois que ce discours sur l'identité nationale a été mis sur le tapis en France, c'était dans des discours qui visaient à stigmatiser l'immigration. Le père « fondateur » du nationalisme en

France, c'est Maurice Barrès. Ecrivain, membre de l'Académie française... Il se présente lui-même comme nationaliste parce que, à l'époque, le nationalisme n'était pas discrédité comme aujourd'hui. C'est seulement quand on a vu les conséquences du nationalisme, quand on vu que cela débouchait sur la première guerre mondiale et, dans les années 30, sur le nazisme et sur Vichy et tous les événements tragiques qui les ont accompagnés que le terme « nationalisme » a été discrédité. Je pense que tous les discours qui font ce lien entre immigration et identité nationale, qui considèrent que les immigrants mettent en danger la nation française sont des discours nationalistes. On retrouve cela à différentes périodes de l'histoire moderne mais je considère qu'après la deuxième guerre mondiale, il y a eu un changement. En tout cas, ma génération a considéré que tous ces discours sur le nationalisme, l'identité nationale, etc., étaient périmés. La période relativement optimiste qui correspond aux Trente Glorieuses avait rendu les valeurs de gauche d'avant guerre quasiment communes, en tout cas partagées par tous les républicains. Il y avait bien sûr l'extrême droite, l'OAS, etc., mais c'étaient, sur un plan parlementaire, des groupuscules. On parlait d'eux parce qu'ils faisaient des attentats, mais ils n'arrivaient pas à mordre sur l'électorat. Donc, on eu une période où il y a eu une sorte de consensus entre ce qu'on pourrait appeler des républicains pour ne pas ressortir ce type d'instrument politique qui consiste à politiser les gens sur la base identitaire. A toutes les époques vous avez une fraction de la population qui est remplie de préjugés contre les étrangers, qui pense que tous leurs malheurs viennent des immigrés, etc. Mais ce qui varie selon les périodes, c'est de savoir si on politise ces préjugés ou si on les tient à distance, si on considère qu'ils ne doivent pas, dans une démocratie, faire l'objet d'une utilisation politique. Je pense que pendant une période, après la deuxième guerre

mondiale, on considérait, droite comme gauche, qu'il ne fallait plus politiser ces ressorts identitaires. On peut rappeler par exemple à cet égard que la loi de 1972 contre le racisme a été votée à l'unanimité. Mais il s'est produit une rupture fondamentale dans les années 80 et les vieux démons ont ressurgi.

Alors, qu'est-ce qui s'est passé et qui peut expliquer ce changement ? Je pense que la crise économique des années 70 et l'effondrement du mouvement ouvrier est quelque chose de fondamental. Parce que le discours social qui avait structuré la gauche et une partie du monde ouvrier, sans disparaître, s'est considérablement effrité. Il s'est émietté avec l'émergence de ce qu'on appelle les nouveaux mouvements sociaux. Cela a créé les possibilités de ce que j'appelle la mise en concurrence des bonnes causes. Par exemple, on a vu avec les affaires du voile islamique les stratégies pour mettre en concurrence l'antiracisme et le féminisme. Alors qu'avant, tous les mouvements convergeaient. Il y avait une sorte d'articulation des mouvements autour d'un projet d'émancipation de tous les groupes. Tout cela s'est brisé notamment à cause de la crise économique qui a touché la France à partir des années 70. Un autre facteur qui a été décisif a été la victoire de François Mitterrand en 1981. Les espérances qui l'avaient portées ont été confrontées aux réalités de l'exercice du pouvoir d'Etat dans des contextes comme celui dans lequel on vit aujourd'hui.

Aujourd'hui, les discours politiques sont adaptés de plus en plus à des objectifs bien précis. C'est une des caractéristiques de la stratégie de Nicolas Sarkozy : son objectif c'était la nécessité de gagner la présidentielle. Or, gagner la présidentielle voulait dire transférer un nombre significatif de voix du Front National vers l'UMP, ce qui a été réussi. Mais une fois la présidentielle gagnée, de nouvelles tâches se présentaient. Donc, on a eu après,



des discours qui allaient totalement dans un autre sens. Ce qui nous semble particulièrement inadmissible dans les discours tenus par Nicolas Sarkozy sur la «repentance», c'est le fait de stigmatiser ceux qui proposent une analyse critique du passé, en les présentant comme des gens qui détestent la France. C'est une confusion entre la sphère des arguments et la sphère des émotions. Qu'est-ce que le fait d'aimer ou détester la France a à voir avec le fait de faire une analyse critique de la réalité ? Dans notre mission de chercheurs nous avons cette dimension critique. Si on transforme cette mission critique en une sorte de pathos, avec des bons et des mauvais, notre métier est fini. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes mobilisés, pour défendre la sphère de la réflexion critique.

### **La résistance par l'autonomie de la réflexion critique**

Et ce qu'on a constaté avec une certaine stupeur, c'est que lorsque nous avons critiqué la loi du 23 février 2005, lorsque nous avons critiqué le discours de Dakar, etc., nous étions accusés de tomber dans la «repentance» et nous avons vu ensuite celui qui nous avait reproché cela faire exactement la même chose. Encore récemment, par rapport à l'esclavage par exemple où le président se présente tout à coup comme le grand héros grâce auquel l'esclavage allait être enseigné à l'école primaire ! Alors qu'il y a des années et des années que les enseignants le font. On s'est même battu récemment contre les projets qui menaçaient de supprimer cet enseignement là ! On est donc toujours dans des logiques en porte-à-faux. Je pense que la résistance – je crois qu'il faut parler comme ça aujourd'hui même s'il ne faut pas héroïser nos comportements parce que la résistance aujourd'hui est infiniment moins difficile que celle des gens qui portaient au maquis avec un fusil – je crois que la résistance, même si c'est compliqué

de savoir ce que ça veut dire, cela passe par un travail non seulement d'action politique mais aussi de défense d'un certain nombre de valeurs. Je crois donc que le politique doit rendre compte de ce qu'il dit, de ce qu'il promet, de ses discours. Autrement, c'est la fin ou c'est une forme de dictature qui reprend ses droits. Et donc, au-delà du politique, cela concerne tous ceux qui contribuent à parler dans l'espace public. Nous avons trop tendance à nous focaliser sur le politique. C'est aussi l'affaire des journalistes par exemple : je me suis intéressé à la manière dont les journalistes ont analysé le discours de Nicolas Sarkozy sur l'identité nationale. Elle reflète une démission complète. Aucun journaliste n'a mené d'analyse critique par rapport à ce discours-là. C'était pourtant la répétition au mot près de ce qui s'était déjà dit dans les années 80. Il n'y a pas eu de travail sérieux de la part des journalistes à ce niveau-là. Quand je dis les journalistes, évidemment je vise la tendance dominante du journalisme, car le milieu est éclaté, avec des gens qui se battent pour faire consciencieusement leur travail. Je ne veux pas faire d'amalgame car on nous l'a fait à nous aussi comme historiens alors que notre discipline est elle aussi clivée entre des tendances politiquement opposées. Mais c'est aussi la responsabilité des intellectuels. C'est quand même, dans une démocratie, et surtout en France qui se pique d'être le pays qui a donné des leçons aux intellectuels, une responsabilité de mener des débats et de mener la critique quand on a une remise en cause aussi flagrante de ce qui constitue la base même de nos activités. La politique aujourd'hui, ça passe aussi par un travail de résistance au quotidien, là où on est, ancré dans son lieu à la fois géographique mais aussi professionnel, pour défendre l'autonomie de sa pensée. Je pense que cela vaut pour tout le monde et qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à des tentatives visant à remettre en cause notre autonomie. Cette tendance est

flagrante depuis 2005 de la part de la droite qui cherche de plus en plus à intervenir dans les affaires qui relèvent des enseignants, des chercheurs et c'est aussi l'une des raisons du combat que nous avons mené avec cette pétition contre la loi du 23 février 2005 et pour laquelle nous avons créé ce comité de vigilance qui est ouvert à tout le monde. Nous avons maintenant des antennes dans certaines villes et nous organisons des conférences, des débats, des discussions en liaison avec les collectifs qui, là où ils sont, mènent ce combat pour défendre l'autonomie. Notre site est un instrument de liaison très efficace pour renforcer ce combat (<http://cvuh.free.fr>) ■

- (1) *A quoi sert l'identité nationale ?*, Editions Agone, 2007.
- (2) *Le creuset français. Histoire de l'immigration (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Seuil, 1988, (Réédition en coll. «Point-Histoire», Paris, Seuil, 1992)
- (3) *Population, immigration et identité nationale en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Hachette, coll. «Carré-Histoire», 1992.

### Quelques ouvrages de Gérard Noiriel sur l'histoire de l'immigration

- *Longwy, Immigrés et prolétaires (1880-1980)*, Paris, Presses Universitaires de France, collection « Pratiques Théoriques », 1984.
- *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Seuil, collection «L'Univers Historique», 1988 (Réédité en collection « Points-histoire », Paris, Seuil, 1992).
- *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.  
Réédité en collection de poche sous le titre *Réfugiés et sans papiers. La République et le droit d'asile, XIX-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, collection « Pluriel », 1998.
- *Population, immigration et identité nationale en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Hachette, collection. «Carré-Histoire», 1992.
- *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, collection « Socio-Histoires », 2001 (Réédité en collection « Folio-Histoire », Paris, Gallimard, 2005).
- *Atlas de l'immigration en France*, Paris, Éditions Autrement, 2002.
- *Gens d'ici venus d'ailleurs. La France de l'immigration de 1900 à nos jours*, Paris, Éditions du Chêne, 2004.
- *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) : Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007.
- *A quoi sert l'identité nationale*, Agone, 2007